DROIT CIVIL 1969 - 1972*

I . DROIT DES CHOSES

Attribution de titres de propriété aux associations culturelles

1. Loi du 23 juin 1971 transférant aux personnes juridiques de l'Église catholique romaine et des autres églises et associations culturelles certains immeubles situés sur les territoires occidentaux et septentrionaux (J. des L., 1971, n° 16, texte 156).

Conformément à l'art. 1^{er} de la loi, la propriété d'immeubles d'État sur lesquels, au 1^{er} janvier 1971, un pouvoir de fait était exercé par les personnes juridiques de l'Église catholique romaine et des autres associations culturelles, est transférée de plein droit et à titre gratuit à ces personnes.

Attribution de titres de propriété aux acquéreurs irréguliers

2. Loi du 26 octobre 1971 réglant la propriété des exploitations rurales (J. des L., 1971, n° 27, texte 250).

Conformément à l'art. 1^{er} de la loi du 4 novembre 1971, les agriculteurs possesseurs originaires acquièrent de plein droit la propriété d'immeubles qu'ils possèdent par suite d'un acte juridique non formel. En Pologne, un contrat translatif de propriété exige *ad solemnitatem* la forme notariée. Cependant, il existe ce qu'on appelle le commerce non formel d'immeubles. La loi a pour objet de faire acquérir le titre de propriété aux acquéreurs non formels. L'article 2 prévoit que les immeubles non exploités par leurs propriétaires depuis cinq ans (à compter du 4 novembre 1971) pour être employés dans une profession non agricole, peuvent être transférés en toute propriété au possesseur dérivé actuel ou passer à l'État.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux immeubles d'État, à ceux des ressortissants étrangers et des associations culturelles.

L'art. 4 précise — ce qui est important — que l'acquisition d'immeuble se fait sans qu'il soit tenu compte des normes limitatives de la superficie des terrains susceptibles de constituer une propriété agricole individuelle.

La loi charge (art. 17) les organes locaux de l'administration du devoir d'informer les organes compétents pour les questions agricoles de tous les changements intervenant dans les pouvoirs exercés sur le sol. Au cas où le changement est dû à une transaction non formelle, l'organe compétent en matière agricole invitera les parties intéressées à conclure le contrat qu'il convient ou à reconstituer l'état antérieur. Au cas où ce devoir n'est pas accompli, l'immeuble passe, à titre onéreux, à l'État.

* Pour la revue de la législation civile en 1968, voir n° 11/12 de cette revue, p. 72.

3 et 4. En relation avec la loi précitée restent deux règlements du Conseil des ministres du 23 décembre 1971 (J. des L., 1971, n° 37):

1° arrêté concernant les immeubles qui ne sont pas soumis à être transférés à l'État, ainsi que les conditions de leur acquisition par les possesseurs dérivés (texte 331),

2° arrêté concernant l'organisation et la composition des commissions pour les questions d'attribution de titres de propriété ainsi que les règles et le mode de procédure à suivre devant ces commissions (texte 334).

Commerce d'immeubles ruraux

5. Loi du 26 octobre 1971 modifiant le code civil (J. des L., 1971, n° 27, texte 252).

Les modifications concernent les articles 161, 163, 165, 166 § 1^{er}, 212 § 3, 216, 218, 599 § 2, 695, 1059 § 1^{er} pt 1, 1060 § 2, 1062 §§ 2 et 3, 1063, 1064, 1065, 1067 § 1^{er}, 1070, 1071, 1074, 1075, 1076, 1085 § 1^{er} du code civil. Les articles 178 et 1077 ont été abolis.

Entre autres, les modifications adoucissent les prohibitions d'acquisition de propriété d'immeubles ruraux au-delà de certaines superficies, suppriment les normes minimales requises dans le commerce d'immeubles ruraux, leur substituent des normes fonctionnelles, réservent le droit de préemption au profit des copropriétaires d'immeuble rural, élargissent la catégorie des personnes ayant droit à un équivalent en argent du copropriétaire ou de l'héritier à qui, par suite de suppression de la copropriété, échoit l'immeuble rural, accordent le droit de préemption aux preneurs d'un bail à ferme de longue durée, adoucissent les conditions de succession d'une exploitation rurale par les personnes travaillant dans une telle exploitation immédiatement avant l'ouverture de la succession, classent parmi les héritiers légaux d'une exploitation agricole les enfants des frères et soeurs, autorisent les organes d'État compétents à exiger la déclaration d'acquisition de la succession (et non seulement de son partage).

Restent en relation avec la modification du code:

6. Plusieurs amendements du règlement du Conseil des ministres du 28 novembre 1964 concernant le transfert de propriété d'immeubles ruraux, la suppression de la copropriété de tels immeubles et la succession d'exploitations agricoles (texte unique: J. des L., 1972, n° 31, texte 215).

Entre autres, le nouveau texte relève le minimum de superficie servant de critère à classer un terrain pour exploitation rurale.

7. Modification de la loi du 24 janvier 1968 sur le rachat obligatoire d'immeubles faisant partie des exploitations agricoles (J. des L., 1971, n° 27, texte 251).

8. Modification du règlement du Conseil des ministres du 1^{er} mars 1968 concernant l'application de certaines dispositions de la loi sur le rachat obligatoire d'immeubles faisant partie des exploitations agricoles (J. des L., 1971, n° 37, texte 333).

Les deux modifications restent en relation avec l'amendement du code civil, relatif aux transactions immobilières.

L'amendement assouplit les conditions d'acquisition par les agriculteurs des immeubles antérieurement rachetés, le critère de voisinage étant abandonné.

L'acquisition d'immeubles par l'État contre une rente

9 et 10. Deux règlements du Conseil des ministres du 4 juin 1971 (J. des L., 1971, n° 15):

1° Règlement concernant l'acquisition contre une rente par l'État d'immeubles ruraux d'une superficie inférieure à 5 ha de terres cultivées (texte 149).

L'acte a pour objet d'élargir le cercle des personnes habilitées à solliciter une

rente contre le transfert de leur exploitation, en réduisant le minimum de superficie de l'exploitation transférée.

2° Règlement relevant certaines rentes accordées aux propriétaires d'immeubles ruraux et aux membres de leur famille (texte 150).

L'exploitation des terrains

11. A deux reprises, en 1969 et 1972, a été amendée la loi du 14 juillet 1961 sur l'exploitation des terrains dans les villes et les cités (texte unique: J. des L., 1969, n° 22, texte 159; J. des L., 1972, n° 27, texte 193).

Les changements apportés sont débattus dans l'article de L. Bar, *Les principes de la réglementation juridique des terrains d'urbanisme* « Droit Polonais Contemporain », 1973, n° 19, p. 21 et suiv. Dans le même numéro se trouve le texte amendé de la loi du 14 juin 1961).

12. L'amendement de la loi du 28 mai 1957 écartant l'application des règles de la gestion publique des locaux aux maisons unifamiliales et aux locaux dans les maisons des coopératives de logements (J. des L., 1972, n° 27, texte 193).

13.14 et 15. Trois règlements du Conseil des ministres du 18 mai 1970 (J. des L., 1970, n° 13):

1° règlement concernant la vente par l'État de bâtiments avec concession simultanée de parcelles en usufruit perpétuel (texte 117; modifié: J. des L., 1971, n° 23, texte 215 et J. des L., 1972, n° 41, texte 264),

2° règlement imputant la valeur des biens immeubles laissés à l'étranger sur la couverture des redevances à titre d'usufruit du terrain et de vente des bâtiments y situés (texte 118),

3° règlement concernant la remise des immeubles, transférés à l'État par suite du départ d'anciens propriétaires, aux membres de leurs familles (texte 119).

16. Règlement du ministre de l'Économie communale concernant les modalités de concession en usufruit perpétuel des terrains d'État et de vente des bâtiments y situés (J. des L., 1970, n° 13, texte 120; modifié: J. des L., 1972, n° 5, texte 331).

17. Amendement de la loi de 1961 sur les terrains à bâtir à la campagne (texte unique: J. des L., 1969, n° 27, texte 216; cf. note sous 11).

Le texte amendé de la loi du 31 janvier 1961 est publié dans « Droit Polonais Contemporain » 1973, n° 19, p. 92.

18. Règlement du Conseil des ministres du 22 novembre 1968 concernant le transfert d'immeubles ruraux et de certains autres immeubles situés sur le territoire des communes entre les unités de l'économie socialisée (J. des L., 1969, n° 1, texte 1).

Il s'agit d'un acte unifiant la réglementation des questions visées, jusqu'ici réglées de façon fragmentaire dans divers textes.

Il détermine la compétence des organes décidant d'un transfert d'immeuble, la procédure à suivre, le transfert d'usufruit d'un immeuble à des fins agricoles ou non agricoles, les causes d'extinction d'usufruit.

Dépôts et objets trouvés

19. Règlement du Conseil des ministres du 16 mars 1971 concernant les conditions dans lesquelles est prononcée l'acquisition des dépôts par l'État (J. des L., 1971, n° 7, texte 78).

Cet acte vient en remplacer un autre semblable de 1954. Il détermine les organes compétents de prendre des décisions prononçant l'acquisition par l'État des dépôts non retirés et la procédure à suivre quant aux dépôts dont l'État a acquis la propriété en vertu d'une telle décision.

20. Règlement du ministre des Finances du 12 juillet 1972 concernant la procé-

deure à suivre quant aux objets trouvés dans un édifice public (J. des L., 1971, n° 19, texte 185).

L'acte rendu en vertu du règlement susmentionné du Conseil des ministres règle les questions jusqu'à présent régies par un règlement aboli du Conseil des ministres de 1966.

II. OBLIGATIONS

21. Suppression de fournitures obligatoires

Loi du 26 octobre 1971 supprimant les livraisons obligatoires de céréales, de pommes de terre et d'animaux de boucherie (J. des L., 1971, n° 27, texte 253).

En vertu de cette loi, depuis le 1^{er} janvier 1972, il n'y a plus en Pologne de livraisons obligatoires. Cela s'explique par une nouvelle politique agricole qui attribue un rôle fondamental dans le domaine de livraison de produits agricoles aux contrats de fournitures.

Fournitures, travaux et services au profit des organismes d'État

22. Règlement du Conseil des ministres du 20 mars 1969 concernant les fournitures, travaux et services au profit des organismes d'État (J. des L., 1969, n° 9, texte 65).

Il s'agit d'un acte d'application d'une loi de 1957 sur les fournitures, travaux et services au profit des organismes d'État, se substituant à un règlement analogue de 1958.

L'acte détermine la situation où une commande peut être passée, en indiquant les conditions économiques d'une telle transaction, les critères à appliquer aux fournisseurs; il précise aussi le champ d'application de la loi de 1957.

Il définit ensuite les règles auxquelles doit obéir la commande, les modalités des adjudications, la procédure de passation du contrat.

Le § 29 du règlement habilite les ministres compétents à fixer, s'il y a lieu, les conditions détaillées dans lesquelles sont passées les commandes.

Fournitures et travaux destinés à l'exportation

23. Règlement du ministre du Commerce extérieur concernant les règles et la procédure à suivre par les organismes de commerce extérieur pour passer les commandes de fournitures, de travaux et de services destinés à l'exportation (J. des L., 1972, n° 20, texte 146).

L'acte vient en remplacer un autre de 1965. Il fait dépendre les modalités des commandes de la valeur de la transaction.

Règlements financiers

24. Règlement du ministre des Finances du 26 mai 1971 concernant les formes de règlement au titre des contrats de vente, des contrats de livraison et autres contrats entre les unités de l'économie socialisée (J. des L., 1971, n° 14, texte 137).

L'acte vient en remplacer un autre, semblable, de 1958 et règle toutes les formes acceptables de règlement entre les unités de l'économie socialisée en résultat des contrats mentionnés dans le titre du texte. Le principe, ce sont les règlements sans emploi du numéraire (ordre de transfert, document bancaire, chèque, accreditif). Le règlement en espèce n'entre en jeu que pour les transactions de moins de 5 000 zlotys.

Responsabilité à titre de garantie

25. Règlement du ministre du Commerce intérieur du 14 septembre 1970 concernant la fixation des délais pour informer des vices physiques d'articles alimentaires (J. des L., 1970, n° 23, texte 186).

Il vient remplacer un acte semblable de 1965, édicté en vertu de l'autorisation prévue à l'art. 563 § 1^{er} du code civil à fixer des délais plus brefs pour informer les vices de la chose, ce qui est l'une des conditions de conserver les droits au titre de garantie pour les vices physiques de la chose.

Assurances

26, 27, 28 et 29. Quatre règlements du Conseil des ministres du 1^{er} février 1972 concernant l'assurance obligatoire (J. des L., 1972 n° 5):

- 1° des bâtiments (texte 23),
- 2° des meubles dans les exploitations rurales (texte 24),
- 3° des récoltes contre la grêle et l'inondation (texte 25),
- 4° des animaux de ferme (texte 26).

Ces règlements se substituent à des actes semblables datant de 1957, 1958 et 1963.

II. *DROIT SUCCESSORAL*

Amendement des dispositions du code civil sur la succession des exploitations agricoles; cf. *suprà*, pts 5 et 6.

III. *DROITS SUR LES BIENS IMMATÉRIELS*

Droit d'auteur

30. Règlement du Conseil des ministres du 9 septembre 1972 concernant les règles et les taux de rémunération d'auteurs ainsi que la conclusion et l'exécution des contrats d'édition d'oeuvres sous forme livresque (J. des L., 1972, n° 40, texte 259).

Ce texte en remplace un autre de 1955. Il ne concerne que les contrats passés par les éditeurs polonais avec des auteurs domiciliés en Pologne. L'acte est fondé sur une loi de 1952 relative au droit d'auteur. Les annexes comprennent un tableau des rémunérations (qui sont relevées) ainsi qu'un contrat-type d'édition avec auteur, précisant les droits et obligations des parties. Les stipulations contraires à celles du contrat-type sont nulles (§ 3 al. 1^{er}), ce qui n'exclut pas toutefois la faculté d'en compléter le contenu sur des questions que le contrat-type ne prévoit point.

Droit relatif aux inventions

31. Loi du 19 octobre 1972 sur les inventions (J. des L., 1972, n° 43, texte 272).

Elle remplace celle de 1962. Elle porte sur les projets d'inventions (inventions, modèles d'utilité et projets de rationalisation).

Elle ne porte pas sur les découvertes, scientifiques, les nouvelles espèces de plantes et d'animaux, les procédés de traitement des maladies et de protection des plantes, les améliorations de l'administration, les programmes pour ordinateurs (art. 2).

La loi détermine les droits de l'auteur d'un projet d'invention (droit à un brevet, droit à la protection, à un certificat d'auteur ou de rationalisateur, droit à la rémunération/art. 8/).

La loi définit la notion d'invention brevetable (art. 10), d'invention de travailleur (art. 20), de modèle d'utilité (art. 73) et de projet de rationalisation (art. 79).

La loi règle les conditions d'obtention d'un brevet, d'un certificat d'auteur, des droits de protection et des certificats de rationalisation, les effets d'obtention d'un brevet, les règles générales de procédure en matière de projets d'invention, les règles et les conditions de la rémunération des projets d'invention de travailleurs et aussi les règles d'application des projets d'inventions dans l'économie.

Il convient de souligner deux questions qui, telles qu'elles étaient réglées aupara-

vant, prêtaient à controverse. Premièrement, il est désormais reconnu que le droit sur le brevet d'une invention appartient à l'unité de l'économie socialisée qui a commandé le projet visé, employé son auteur ou aidé à son exécution et non — comme jusqu'à présent — à l'État en général (art. 20). Deuxièmement, les inventions et modèles d'utilité ainsi que les projets d'invention constituant le secret des unités de l'économie socialisée peuvent être exploités par d'autres unités à titre onéreux (art. 87 al. 1^{er}).

Le principe de gratuité, en vigueur jusqu'à présent, a été jugé comme peu propice à la mise en application des projets.

32. Règlement du Conseil des ministres du 11 décembre 1972 concernant les projets d'invention (J. des L., 1972, n° 54, texte 351).

Ce vaste texte d'application (82 articles) de la loi précitée règle les questions d'organisation des inventions dans l'économie socialisée, la procédure de déclaration d'inventions et de modèles d'utilité appelés à être protégés à l'étranger, de déclaration en Pologne d'inventions et de modèles d'utilité des personnes étrangères ainsi que la procédure contentieuse devant l'Office des Brevets et la Commission de recours.

IV. PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE

Règlements des actes judiciaires

33. Règlement du ministre de la Justice du 23 décembre 1969 régissant les actes de procédure des tribunaux de voïvodie et d'arrondissement en matière civile et pénale (J. des L., 1969, n° 37, texte 325).

Cet acte, qui compte 260 articles, régit le fonctionnement des tribunaux de droit commun dans toutes les matières relevant de leur champ d'application.

Suppression de l'arbitrage ministériel

34. Règlement du ministre de la Construction et de l'Industrie des Matériaux de construction du 15 juin 1972 supprimant l'arbitrage ministériel (J. des L., 1972, n° 26, texte 186).

Ainsi est supprimé l'unique arbitrage ministériel qui a fonctionné en Pologne depuis 1954. Les litiges relevant de sa compétence sont désormais soumis à celle des commissions régionales d'arbitrage.

Huissiers

35. Amendement du règlement du ministre de la Justice de 1968 concernant les actes d'huissier (J. des L., 1971, n° 26, texte 239).

Il y est ajouté une nouvelle partie concernant la procédure spéciale dans les cas d'application du code pénal exécutif. Il s'agit de la réalisation des arrêtés tendant à garantir l'exécution d'une peine d'amende ou des prétentions en réparation du dommage causé par une infraction dans les biens sociaux.

V. TEXTES UNIQUES

Outre quelques textes précités, ont été publiés les textes uniques suivants:

36. Règlement du Conseil des ministres du 31 mai 1962 concernant le transfert de terrains dans les villes et les cités (J. des L., 1969, n° 3, texte 19).

37. Loi du 28 juin 1962 concernant l'acquisition par l'État d'immeubles ruraux en cas de non-règlement des charges fiscales arriérées (J. des L., 1969, n° 17, texte 130).

38. Loi du 31 janvier 1961 sur les terrains à bâtir à la campagne (J. des L., 1969, n° 27, texte 216).

39. Règlement du Conseil des ministres du 4 octobre 1958 concernant les règles et la procédure de transfert, à l'intérieur de l'administration de l'État, d'entreprises, d'institutions, d'établissements et d'immeubles et d'autres éléments patrimoniaux (J. des L., 1970, n° 28, texte 225).